

*NOTE: Ceci est une traduction française du document original écrit en anglais à titre d'information seulement.
En cas de divergence, l'original anglais prévaudra.*

De nouvelles promesses de Washington pour Haïti alors que le mandat du président assassiné se termine lundi | Opinion

Par Kristina Fried, Institut pour la justice et la démocratie

La [promesse](#) de l'administration Biden de ne plus choisir de "gagnants et de perdants" en Haïti pourrait faire l'objet d'un test de sincérité lundi.

Les États-Unis ont choisi les "gagnants" actuels d'Haïti en [soutenant pendant dix ans](#) le répressif et corrompu parti au pouvoir, *Pati Ayisyen Tèt Kale* (PHTK).

Mais une initiative de la société civile visant à remplacer le PHTK par un gouvernement de transition le 7 février - [date d'expiration du mandat](#) du président assassiné Jovenel Moïse, qui a nommé l'actuel Premier ministre Ariel Henry - pourrait révéler l'étendue de la volonté de l'administration de soutenir sa promesse par des actions concrètes.

En juillet, le "Core Group", dirigé par les États-Unis, a [effectivement installé](#) Henry, un fonctionnaire clé des précédents gouvernements du PHTK, comme Premier ministre d'Haïti par le biais d'un [communiqué de presse](#) - malgré l'[absence de tout processus haïtien](#) soutenant cette mesure. Depuis lors, Henry préside le [démantèlement](#) continu des structures démocratiques d'Haïti.

La société civile haïtienne s'est rassemblée pour récupérer sa démocratie bien avant l'installation de M. Henry. Comme l'a écrit l'envoyé spécial du département d'État pour Haïti, Daniel Foote, dans sa [lettre de démission](#) de septembre, les Haïtiens veulent simplement que les États-Unis cessent "de manipuler et de favoriser des candidats", spécifiquement qu'ils mettent fin à leur soutien indéfectible d'Henry et de son impopulaire accord politique "au dépend d'un accord antérieur, plus large et piloté par la société civile".

L'[Accord](#) élargi est le fruit du travail de la [Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise](#), qui œuvre depuis un an au rétablissement de l'ordre démocratique en Haïti par le biais d'un gouvernement intérimaire crédible qui remplacerait le PHTK corrompu.

L'accord établit un [collège présidentiel de cinq sièges](#) et un [conseil national de transition](#) composé de représentants des principaux secteurs de la société haïtienne, qui a [élu](#) le 30 janvier un président et un premier ministre dans le cadre du gouvernement de transition chargé de rétablir une gouvernance régulière et d'organiser des élections équitables.

L'Accord, qui a délibérément recherché la participation de l'ensemble du spectre politique et social, est le produit d'une [contribution étendue et de compromis](#) - le plus récent étant un [pacte](#) avec un groupe d'acteurs politiques connu sous le nom de *Protocole d'Entente Nationale*. Ses divers participants ont sacrifié des demandes importantes pour créer un processus acceptable pour l'ensemble, allant jusqu'à offrir généreusement un siège au sein du collège présidentiel au gouvernement.

La principale alternative à l'Accord est le maintien du PHTK au pouvoir, ce qui ne permet pas de résoudre durablement les crises en Haïti. Le [PHTK](#) n'a jamais organisé d'élection dans les délais ou de manière équitable et a favorisé un climat d'impunité chronique, permettant aux gangs de prospérer grâce à l'[incompétence](#), la [corruption](#) et la [collaboration du gouvernement](#).

Les États-Unis ont adouci leur soutien au PHTK - suggérant qu'il négocie avec la société civile - mais traitent toujours le gouvernement haïtien comme indispensable à tout accord de transition. Cela donne à Henry et au PHTK un droit de veto sur tout accord ou gouvernement de transition, leur permettant de faire des demandes déraisonnables qui bouleverserait l'équilibre de l'Accord, avec l'assurance que la société civile doit les satisfaire ou risquer que les États-Unis sabotent le processus.

Le secrétaire d'État adjoint du département d'État pour les affaires de l'hémisphère occidental, Brian Nichols, a laissé entendre que ce soutien durera au-delà de l'expiration du mandat du président Moïse, lundi, en [déclarant](#) que "d'un point de vue juridique, le mandat du premier ministre n'est pas lié à celui du président".

Les Haïtiens ne demandent pas à l'administration Biden de destituer le gouvernement du PHTK. Ils veulent simplement que les États-Unis fassent correspondre leurs politiques à leur meilleure rhétorique en se tenant à l'écart et en permettant à la société civile d'exercer des pressions sans ingérence étrangère.

Il est [difficile de prédire](#) si Haïti se rapprochera de la résolution de sa crise politique le 7 février, la semaine prochaine ou le mois prochain. Mais il est clair que si les États-Unis gardent leurs mains hors de la balance, une solution sera plus rapidement trouvée.

Kristina Fried est avocate spécialisée dans les droits de l'homme au sein de l'[Institut pour la justice et la démocratie en Haïti](#).